



Ce texte est l'un des supports à la Controverse du n°26 de la NRT

À propos du texte d'Yves Clot, « Qualité du travail, syndicats et politique »

Karel Yon

Dans son article, Yves Clot entend répondre à cette question : « la subordination peut-elle vraiment reculer dans le travail *ici et maintenant* ou n'est-ce là qu'une naïveté, finalement coupable si l'objectif reste de révolutionner les finalités sociales de la production définies par la structure de classes capitaliste ? » Il défend l'idée que le sujet politique de la transformation sociale se forme dans cette action *ici et maintenant* pour transformer le travail, car c'est là que se forge la « conscience de classe ». Invoquant Bruno Trentin et Simone Weil, il montre en quoi l'intervention sur ce qui fait le sens et la qualité du travail permettent aux individus de développer leur puissance d'agir. En d'autres termes, pas de libération politique sans un effort préalable de reconquête de la liberté dans le travail.

C'est dans le cadre de ce débat sur les voies de la transformation démocratique du travail qu'Yves Clot mentionne l'ouvrage que j'ai récemment coordonné, *Le syndicalisme est politique*¹. J'avoue avoir été surpris de la lecture qui en est faite. Y. Clot présente en effet notre livre comme une illustration de la méthode opposée à celle qu'il préconise : plutôt que de renforcer le syndicalisme par un engagement résolu pour transformer le travail *ici et maintenant*, nous donnerions la priorité à son renforcement futur et indirect, par le concours de l'État et de la politique institutionnelle. La thèse que nous défendons dans *Le syndicalisme est politique* ne consiste pas, de près ou de loin, à défendre l'idée que seule une intervention par la loi, impliquant donc la médiation de l'État, serait la meilleure, et encore moins la seule manière de libérer le travail. Elle consiste encore moins à opposer l'action dans un futur hypothétique à l'intervention sur le travail « *ici et maintenant* », comme l'avance Yves Clot dans son texte. Il y a manifestement un malentendu que ma contribution entend dissiper.

1. En renvoyant nos analyses à l'attente eschatologique du changement par en haut, Y. Clot donne l'impression de chercher à légitimer par contraste sa méthode d'intervention sur le travail par en bas. Or, notre livre n'est pas une prise de position dans les controverses entre spécialistes de la santé au travail, auxquelles la plupart d'entre nous sont totalement étrangers. Il propose encore moins une méthodologie d'action, comme peut l'être le « dialogue sur la qualité du travail ». Notre livre est un livre d'intervention : il vise à faire exister un débat, à stimuler la réflexivité syndicale en attirant l'attention des syndicalistes sur des dimensions qui nous semblent parfois négligées ou sous-évaluées dans leur activité, qu'il s'agisse de l'articulation du combat syndical au combat écologiste², du développement d'une analyse critique et autonome des enjeux de gestion³, de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles à l'intérieur même des organisations⁴, du rapport d'organisations

¹K. Yon (dir.), *Le syndicalisme est politique. Questions stratégiques pour un nouveau syndical*, Paris, La Dispute, 2023.

²A. Thomas, « Le syndicalisme au défi de la transition écologique ».

³G. Gourgues, M. Quijoux, « Le syndicalisme comme combat économique : pour en finir avec le tabou de la gestion ».

⁴P. Delage et F. Gallot, « Pour un nouveau syndical féministe. Examen critique du traitement des violences sexistes dans les syndicats ».

syndicales professionnalisées aux sociabilités populaires réactivées par les Gilets jaunes⁵, ou encore des obstacles organisationnels et institutionnels au déploiement d'une rationalité stratégique⁶.

2. La lecture schématique qu'Y. Clot fait de notre livre découle selon moi d'un malentendu autour du terme *politisation*. Dans son texte, Y. Clot mobilise une acception essentiellement « ontologique » de la politisation. Il s'en sert pour désigner la façon dont la délibération sur le travail et sur son organisation transforme les personnes. Poser la question de la qualité du travail, se confronter à ses collègues et à ses supérieurs sur la façon de bien faire son travail, réfléchir à des solutions pratiques pour l'améliorer et lui redonner du sens, tout cela a des effets de *subjectivation politique* : en développant un rapport actif à leur travail, les individus renforcent leur « pouvoir d'agir ». Ce qu'Y. Clot considère comme la clé de la transformation démocratique du travail et, plus largement, de la société.

Mais dans notre ouvrage collectif, et en particulier dans l'introduction générale au livre et dans le chapitre co-écrit avec Baptiste Giraud, nous parlons d'autre chose : des conséquences de la *dépolitisation* de l'action syndicale, entendue comme un recul de la capacité « à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activité⁷ ». C'est-à-dire que nous entrons dans le débat sur les rapports entre travail, syndicalisme et politique par une tout autre voie que celle de la clinique de l'activité : par celle de la sociologie politique, qui nous a fait travailler sur la façon dont les transformations institutionnelles des relations professionnelles, combinées aux luttes politiques dans les syndicats et le mouvement ouvrier, permettent de faire sens d'un long processus d'autonomisation du *champ syndical* et de mise à distance, par les syndicalistes elles et eux-mêmes, de la politique.

Y. Clot part des effets sur les individus de la réappropriation de leur travail, nous partons des effets sur le syndicalisme de l'institutionnalisation d'un champ autonome de la « démocratie sociale ». C'est en raison de cette confusion autour de ce qu'on entend par (dé)politisation qu'Y. Clot interprète notre défiance vis-à-vis du « syndicalisme d'entreprise⁸ » comme une invitation à fuir l'action sur le lieu même du travail, que nous jugerions intrinsèquement dépolitisante⁹. Or, ce n'est pas l'action syndicale sur le lieu de travail en soi ou en général que nous analysons comme porteuse d'un risque de dépolitisation, c'est précisément sa *réduction* à une certaine pratique du dialogue social qui tourne à vide, bien souvent à l'écart des salariés et de leur travail réel¹⁰. Bien évidemment, quand des salariés prennent leurs affaires en main, qu'il s'agisse d'ailleurs de dispute professionnelle *autant que de lutte salariale*, dans un cadre de discussion avec l'employeur *autant que de confrontation à celui-ci*, ils découvrent leur pouvoir d'agir, prennent confiance en eux et cela stimule leur engagement¹¹. Politisation des individus observable dans le cadre de configurations localisées, dépolitisation du syndicalisme visible sur le temps long d'une reconfiguration de la structure des champs sociaux : les deux phénomènes se jouent à des échelles différentes et peuvent tout à fait coexister.

⁵S. Bérout, « Une "gilet-jaunisation" des syndicats ? Entre rejets, rencontres et influences ».

⁶B. Giraud, K. Yon, « Face au mur néolibéral, repenser les stratégies syndicales ».

⁷J. Lagroye, « Les processus de politisation », dans J. Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003.

⁸M. Quijoux, K. Yon, « Servir l'entreprise pour mieux servir les salarié·es ? Les formes plurielles du syndicalisme d'entreprise dans une multinationale d'articles de sports », *Actes de la recherche en sciences sociales* (à paraître).

⁹« Faut-il alors comprendre que la formation d'une volonté collective permanente tissée dans l'expérience coutumière du réel de l'activité sur le lieu de travail, [...] disposition autrefois vécue [...] dans les termes d'une "conscience de classe", serait devenue secondaire dans les conditions radicalement différentes d'aujourd'hui ? Expose-t-elle au risque de "dépolitisation" de l'action dans les impasses de la "démocratie sociale" où pourraient se perdre les syndicats ? »

¹⁰B. Giraud, R. Ponge, « Des négociations entravées », *La nouvelle revue du travail* (en ligne), n° 8, 2016.

¹¹Du fait de mes objets d'étude, j'ai saisi ce genre de dynamique d'*empowerment* à l'épreuve d'engagements militants ou de mobilisations collectives plutôt que dans les expériences relevant de la clinique de l'activité, mais il s'agit de processus analogues. Cf. K. Yon, « Politiser le travail ou l'entreprise ? Trois registres de citoyenneté industrielle », *Sociologie du travail*, vol. 64, n°4, 2022.

3. Ce malentendu sur ce qu'on entend par *politisation* se prolonge à propos du concept de politique. S'appuyant sur Bruno Trentin et Simone Weil, Y. Clot écrit : « ce n'est pas la politique "séparée" qui crée la société. C'est plutôt l'inverse. C'est pourquoi d'ailleurs, la politique n'est pas réductible à l'État ». C'est certes la société qui crée la politique, au sens où les pratiques politiques sont des pratiques sociales, où l'ordre politique est un ordre social. Donc oui, la politique est une instance du social. Et oui, les transformations contemporaines du travail jouent un rôle décisif dans la production du sujet politique néolibéral. C'est pourquoi on sera d'accord pour dire que les luttes sur le terrain du travail concret sont un front de lutte essentiel. Pour autant, quand bien même la politique n'est évidemment pas réductible à l'État, elle n'est pas non plus un simple reflet de la société. La subjectivité néolibérale ne se fabrique pas seulement à travers la soumission dans les entreprises ou les administrations à des critères absurdes de performance. Elle résulte aussi de l'institution et de la promotion, par la puissance publique, de nouveaux statuts d'activité comme celui de « micro-entrepreneur » ; elle est nourrie par les politiques scolaires et d'insertion professionnelle qui, de Parcoursup à France Travail, conduisent les (futurs) salariés à se penser comme « entrepreneurs de soi » ; elle est confortée par les médias de masse et les réseaux sociaux qui érigent cette conception du sujet en idéal de réussite, etc.

Ainsi, les « transformations de la société civile » ne sont pas isolables des politiques publiques qui les engendrent, les accélèrent ou les entravent. Et de ce point de vue là, il y a bien une « politique "séparée" » qui façonne le monde social. Ici resurgit la polysémie trompeuse du terme « politique », qui désigne à la fois une ontologie et un ordre institutionnel, le *mode d'être* des individus en société et un *monde spécifique*, celui de l'État et de ses agents, des partis et de leurs représentants : un *champ* de la politique bureaucratique qui se caractérise par une sélectivité sociale croissante et donc, d'un certain point de vue, par sa séparation croissante du reste de la société¹². C'est un des points que nous évoquons dans l'ouvrage au crédit de notre thèse de la dépolitisation du champ syndical, entendue comme une distance sociale et symbolique croissante entre les champs syndical et politique : la sélectivité sociale croissante du champ politique résulte notamment de l'assèchement de certaines filières d'accès aux positions politiques, à commencer par celles du militantisme syndical. Le triomphe des politiques néolibérales et d'une vision purement technocratique et managériale de la politique en est une des conséquences.

4. Cette vision réductrice de la « société civile » comme seul véritable lieu de la politique s'articule à une conception réductrice de la « conscience de classe », qu'Y. Clot assimile à la conscience du « travail bien fait ». Elle renvoie à toute une pensée, qui est notamment celle de Bruno Trentin, faisant de la conscience professionnelle du producteur (ou « professionnalité ») le cœur de la conscience de classe¹³. Quand B. Trentin formalise sa pensée dans les années 1970, il le fait contre celle des opéraïstes qui lui opposent le « refus du travail » comme véritable puissance révolutionnaire : face à l'expérience radicale de l'exploitation qu'impose le travail à la chaîne, « l'ouvrier masse » manifesterait son rejet du capitalisme par l'absentéisme, le sabotage ou la grève spontanée... autant de pratiques situant la libération du travail hors de celui-ci¹⁴. Je pense qu'une telle opposition est schématique, car elle réifie des identités qui, en réalité, sont beaucoup plus ambivalentes et se composent dans les trajectoires professionnelles¹⁵. Elle met cependant l'accent sur un point aveugle

¹²Une séparation qui n'est du reste qu'une manifestation du séparatisme croissant des élites politiques et économiques. Voir le travail d'Olivier Godechot sur le caractère de plus en plus ségrégué des espaces de travail : <https://www.sciencespo.fr/liepp/fr/content/olivier-godechot-des-lieux-de-travail-de-plus-en-plus-segregues.html>

¹³B. Trentin, *D'exploités à producteurs*, Paris, Éd. ouvrières, 1984 (1^{re} éd. italienne 1977).

¹⁴M. Tronti, *Ouvriers et capital*, Genève et Paris, Entremonde, 2016 (1^{re} éd. italienne 1966).

¹⁵Je défends ailleurs la fécondité théorique d'une mise en tension dialectique des réflexions de Trentin et Tronti, cf K. Yon, « Le salaire de l'opéraïsme. Première partie (années 1960) : qu'y a-t-il de politique dans le "salaire politique" ? », *Salariat* (en ligne), 2022.

de la réflexion d'Y. Clot : peut-on réduire l'émancipation du travail à une lutte pour l'extension des libertés ? Celle-ci suffit-elle à « révolutionner les finalités sociales de la production », comme l'écrit Y. Clot ?

Réduire l'émancipation du travail à la lutte contre la subordination, c'est oublier qu'on est désormais de plus en plus amené à travailler « librement », que ce soit sans patron, dans le cadre par exemple du travail de plateforme, ou sans salaire, dans le cadre des formes diverses de travail gratuit (bénévolat, stages, service civique, etc.). Ici mon objection s'adresse d'ailleurs autant à Y. Clot qu'à Thomas Coutrot et Coralie Perez : redonner du sens au travail, loin d'être toujours une « aspiration révolutionnaire¹⁶ », peut aussi renforcer l'exploitation. Le capitalisme contemporain fonctionne de plus en plus au travail gratuit, un travail qui compense l'absence de salaire par une survalorisation de « l'engagement » et du sens¹⁷. Cette contradiction a été pointée à l'occasion de la production de masques pendant la pandémie, elle l'est actuellement au sujet de la centralité du bénévolat dans l'organisation des Jeux olympiques : dans de multiples domaines, on est invité à produire une valeur économique directement captée par le capital, en échange du plaisir de contribuer à des activités porteuses de sens. On peut dès lors se demander s'il n'y a pas en effet un peu de « naïveté » à tout miser sur la bonne volonté dialogique et la conscience professionnelle. Quand des aides à domicile ont le choix entre bâcler leur travail pour suivre les prescriptions managériales, ou bien travailler gratuitement pour suivre leur conscience professionnelle, la seule réponse politiquement juste est peut-être parfois celle du refus du travail¹⁸.

5. En conférant à sa méthode de dialogue sur la qualité au travail une positivité intrinsèque, Y. Clot exprime en des termes moraux ou psychologisant¹⁹ un débat qui gagnerait à être formulé en termes stratégiques. Plutôt que de se demander ce qui « vaut mieux », de l'action sur le travail concret ou de l'intervention sur le terrain des institutions qui configurent le travail abstrait, il me semble en effet plus intéressant de réfléchir à la façon dont ces deux ordres de phénomènes peuvent se combiner et interagir. Sur ce point, un retour à la pensée de B. Trentin peut être utile, à condition de la contextualiser. Les usages les plus courants de Trentin, qui s'en tiennent à l'idée que « la liberté vient en premier », négligent la richesse d'une pensée qui a évolué au fil du temps et ne saurait être réduite à ses formulations ultimes très « delorienne²⁰ ».

Trentin n'est pas seulement un penseur de l'intervention sur le travail « ici et maintenant ». Sa critique de la subordination du mouvement ouvrier à la raison taylorienne s'est forgée (dans les années 1960-70) dans un contexte marqué par la prédominance d'une vision étapist, étatiste et substitutiste du changement social. L'accent qu'il met sur la reconquête de la politique depuis le lieu de travail prend sens dans cette conjoncture marquée par le dénigrement des luttes (autres que salariales) sur le terrain de la production. Le contexte est aujourd'hui tout autre : c'est au contraire l'éloge de l'action concrète

¹⁶T. Coutrot, C. Perez, *Redonner du sens au travail. Une aspiration révolutionnaire*, Paris, Seuil, 2022.

¹⁷M. Simonet, *L'imposture du travail. Désandrocentrer le travail pour l'émanciper*, Paris, 10/18, 2024.

¹⁸A. Le Roy, E. Puissant, « Le marché des services à la personne. Que reste-t-il du modèle associatif ? », *La vie des idées* (en ligne), 2023. Voir aussi les réflexions menées par des militant·es québécois·es autour de la démission collective comme pratique politique dans les métiers de la reproduction (sur le site grandedemission.info).

¹⁹À la « naïveté coupable » dont il se défend, il oppose, invoquant S. Weil, le « stupéfiant » de l'espérance révolutionnaire, « compensation imaginaire des outrages subis ».

²⁰Figure de l'eurocommunisme, B. Trentin qui avait pu se poser en intermédiaire entre les cultures chrétienne et marxiste, incarne davantage, à la fin de sa vie, le ralliement de la « deuxième gauche » à l'économie de marché. Symbole de cette évolution : le premier livre de B. Trentin traduit en français, *D'exploités à producteurs*, est préfacé par Jean-Louis Moynet, ancien secrétaire confédéral de la CGT, tandis que le deuxième, *La Cité du travail. Le fordisme et la gauche*, Paris, Fayard, 2012 (1^{re} éd. italienne 1997), l'est par Jacques Delors. Dans un de ces derniers textes, B. Trentin écrit : « le socialisme n'est plus un modèle de société accompli et connu [...]. Il ne peut être conçu que comme une quête constante pour la libération de la personne et sa capacité d'autoréalisation » (« La liberté comme enjeu du conflit social », in *Le travail et la liberté*, Paris, Éd. sociales, 2016 (1^{re} éd. italienne 2004, p. 63). Sur la trajectoire de B. Trentin, voir F. M. Sabato, « Une trajectoire singulière dans le siècle des masses », carnet Hypothèses du projet Citindus (en ligne), 2021.

et pragmatique qui fait sens commun, et la pertinence d'une action sur le terrain de l'État est mise en doute. C'est pourquoi mon usage de Trentin met l'accent sur un autre aspect de sa pensée. Critiquant aussi bien les traditions léniniste que social-démocrate ou unioniste assignant au syndicalisme un rôle subalterne (au syndicat l'action économique, au parti l'action politique), Trentin conçoit le syndicalisme comme un *sujet politique autonome*, capable d'agir depuis le lieu de travail jusqu'à l'État et d'articuler les enjeux de production et de consommation, de travail et d'environnement, d'emploi et de salaires autant que d'organisation du travail et d'intervention dans la gestion²¹.

Pour Trentin, si une part essentielle de la conscience de classe se construit autour de la « professionnalité », celle-ci ne suffit pas. Pour que le syndicalisme soit autre chose que l'addition de corporatismes, il doit engager un travail politique qui permette d'articuler les différents secteurs, non seulement du salariat, mais plus largement du « travail dépendant ». Il est ainsi particulièrement attentif à la construction d'une représentation inclusive de la classe laborieuse, ce qui suppose d'« imaginer un syndicat totalement différent structurellement, un syndicat capable de représenter des travailleurs qui n'ont jamais travaillé, d'organiser des chômeurs, [...] avec des méthodes d'association et d'organisation tout à fait inédites, pour des travailleurs à domicile, des travailleurs ayant un statut précaire ou au noir, des travailleurs à temps partiel, des saisonniers, qui doivent devenir de véritables protagonistes, et non de simples alliés, dans l'organisation de classe elle-même²². » Le « syndicat des conseils » que théorise B. Trentin n'est donc pas un simple facilitateur de la participation au travail. Son rôle est de contribuer à faire exister cette classe laborieuse qui n'existe pas aux yeux de l'État²³. Le syndicat que Trentin conçoit comme un « sujet politique autonome » n'est donc pas un syndicat guide qui se substituerait au parti guide, mais une organisation en dialogue avec le monde du travail dans sa diversité et qui œuvre, grâce à son travail militant, à relier, articuler, coordonner cette diversité pour faire émerger une perspective partagée de transformation sociale. En ce sens, la classe est un impératif stratégique qui oriente le travail syndical²⁴.

²¹B. Trentin, « Les nouvelles figures du travailleur », entretien pour la revue *Dialectiques*, n° 28, 1979.

²²*Ibid.*

²³« Pour l'État moderne, la classe ouvrière est une fiction », écrit Trentin dans le même entretien, car l'« État moderne marche au corporatisme, en induisant des phénomènes de segmentation sociale ».

²⁴K. Yon (2024), « Les syndicats ne sont-ils bons qu'à résister ? », *Mouvements* (<https://mouvements.info/les-syndicats-ne-sont-ils-bons-qua-resister/>).